

# DOCUMENTS DE SÉANCE

1969 - 1970

---

2 JUILLET 1969

---

DOCUMENT 83

---

## PROPOSITION DE RESOLUTION (\*)

au nom de la commission  
des finances et des budgets

avec demande de vote immédiat conformément  
à l'article 47, par. 4 du Règlement, en  
conclusion du débat sur la question orale  
n° 4/69 -

sur

la politique de la Commission des Communautés  
européennes en matière de ressources  
propres, d'harmonisation fiscale et  
d'aménagement des pouvoirs de décision et de  
contrôle du Parlement européen

(\*) adoptée à l'unanimité par la commission  
des finances et des budgets en la présence  
de :

MM. SPENALE, président

ALESSI, ARTZINGER, BERTOLI, CALIFICE

(suppléant M. POHER), COINTAT, LÜCKER

(suppléant M. DERINGER), RICCI (suppléant  
M. GALLI) et VALS



Proposition de résolution

concernant la politique de la Commission  
des Communautés européennes en matière de  
ressources propres, d'harmonisation fiscale  
et d'aménagement des pouvoirs de décision  
et de contrôle du Parlement européen

- - - -

LE PARLEMENT EUROPEEN,

- rappelant notamment sa résolution du 12 mai 1965 (1) concernant les propositions de la Commission de la C.E.E. sur le financement de la politique agricole commune, les ressources propres de la C.E.E., le renforcement des pouvoirs du Parlement européen;
- rappelant ses résolutions des 22.3.1968 (2) (produits laitiers), 18.6.1968 (3) (sucre), 3.7.1968 (4) et 30.9.1968 (5) (T.V.A. agricole);
- prenant acte de l'intention de la Commission et du Conseil de ne pas demander la prolongation de la période transitoire au-delà du 1er janvier 1970;

---

(1) J.O.n°96 du 2.6.1965, p.1660/65

(2) J.O. n° C 32 du 6.4.1968, p.5

(3) J.O. n° C 66 du 2.7.1968, p.25

(4) J.O. n° C 72 du 19.7.1968, p.39 par.29

(5) J.O. n° C 108 du 19.10.1968, p.8.



1. estime que le régime de financement de la politique agricole commune ~~aurait dû être complété~~ avant le 1er juillet 1969 dans l'esprit du Règlement no 25/62 (1) ~~et~~ 130/66 (2);
2. attire l'attention de la Commission des Communautés sur les responsabilités qui seraient les siennes si la continuité de ce financement et son évolution n'étaient pas assurées conformément aux principes du Règlement N. 25/62, et il l'invite dès lors à agir;
3. estime que seule l'affectation de ressources propres suffisantes peut permettre à la Communauté d'assurer la réalisation des programmes en cours et de soustraire les discussions ministérielles à l'exigence du "juste retour" qui tend à dissoudre l'esprit communautaire;
4. rappelle, à cet égard, que le budget des Communautés pour 1969 s'élève à 2,9 milliards d'unités de compte;
5. dénonce, dès lors, les dangers croissants auxquels s'exposerait la Communauté en l'absence de solutions fondamentales sur les ressources propres et affirme que tout nouveau retard risque désormais de compromettre les résultats déjà acquis notamment en matière de politique agricole commune;
6. souligne, en outre, que ce retard serait contraire à l'obligation faite par le Traité (article 8, par. 7) de mettre en place, avant la fin de la période transitoire, tous les moyens d'exécution nécessaires à l'accomplissement de la Communauté européenne et pourrait constituer une violation des obligations prévues par l'article 175 du Traité;
7. rappelle que le régime définitif du financement agricole, l'attribution de ressources propres à la Communauté, l'accroissement des pouvoirs budgétaires et de contrôle du Parlement européen, strictement liés, doivent être résolus en même temps, conformément par ailleurs aux propositions de la Commission de la C.E.E. de 1965 et à la résolution adoptée par le Parlement sur ces propositions le 12 mai 1965;

---

(1) J.O. no 30 du 20.4.1962, p. 991/62.

(2) J.O. no 165 du 21.9.1966, p.2965/66.



8. affirme par ailleurs qu'il ne peut y avoir ni véritable union économique, ni suppression des contrôles frontaliers inter-communautaires, ni véritable marché financier commun, ni monnaie commune, ni politique commune de l'énergie et des transports sans notamment des mesures d'harmonisation fiscale appliquées aux secteurs fondamentaux des marchés économiques et financiers;
9. demande en conséquence que les études estimées indispensables soient vigoureusement accélérées et que la Commission formule, dans les meilleurs délais, les propositions adéquates;
10. charge sa commission des finances et des budgets de suivre attentivement et de façon permanente l'évolution de ces problèmes et de lui en faire rapport;
11. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission des Communautés européennes.

- - - - -

